

**Régime de retraite du personnel
des CPE et des garderies privées
conventionnées du Québec**

**États financiers
au 31 décembre 2021**

Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 4
États financiers	
Situation financière	5
Évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations	6
Évolution des obligations au titre des prestations de retraite	7
Notes complémentaires	8 - 32

Rapport de l'auditeur indépendant

Raymond Chabot
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Bureau 2000
Tour de la Banque Nationale
600, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec)
H3B 4L8

T 514 878-2691

Aux membres du comité de retraite de
Régime de retraite du personnel des CPE et des
garderies privées conventionnées du Québec

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec (ci-après « le régime de retraite »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du régime de retraite au 31 décembre 2021 ainsi que de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du régime de retraite conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du régime de retraite à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le régime de retraite ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du régime de retraite.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du régime de retraite;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du régime de retraite à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le régime de retraite à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*¹

Montréal
Le 16 juin 2022

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A120795

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Situation financière

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

	2021			2020		
	Volet antérieur	Volet courant	Total	Volet antérieur	Volet courant	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS						
Actif						
Placements (note 3)	3 317 190	591 782	3 908 972	3 053 255	366 669	3 419 924
Cotisations à recevoir						
Personnes participantes	198	6 166	6 364	253	7 474	7 727
Employeurs				13	379	392
Revenus de placements à recevoir	11 393	1 997	13 390	8 581	956	9 537
Plus-value sur les instruments financiers dérivés (note 4)	194	24	218	4 769	393	5 162
Sommes à recevoir découlant de la cession de placements	7 275	1 061	8 336	3 584	486	4 070
Taxes à la consommation à recevoir				85	6	91
Autres créances à recevoir	275	49	324	139	17	156
	19 335	9 297	28 632	17 424	9 711	27 135
Encaisse (note 5)	37 091	14 637	51 728	18 610	8 764	27 374
Immobilisations corporelles	24	4	28	31	1	32
	56 450	23 938	80 388	36 065	18 476	54 541
	3 373 640	615 720	3 989 360	3 089 320	385 145	3 474 465
Passif						
Sommes à payer découlant de l'acquisition de placements	6 872	915	7 787	842	114	956
Moins-value sur les instruments financiers dérivés (note 4)				3 459	285	3 744
Taxes à la consommation à payer	28	7	35			
Prestations à payer	3 136	1 294	4 430	6 692	813	7 505
Comptes fournisseurs et charges à payer	3 687	658	4 345	2 785	334	3 119
Cotisations perçues d'avance des employeurs	19	589	608			
	13 742	3 463	17 205	13 778	1 546	15 324
Actif net disponible pour le service des prestations	3 359 898	612 257	3 972 155	3 075 542	383 599	3 459 141
OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE (note 7)	2 726 817	529 226	3 256 043	2 451 145	338 996	2 790 141
EXCÉDENT	633 081	83 031	716 112	624 397	44 603	669 000

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le comité de retraite,

François Demers
Président

Luise Péri
Vice-présidente

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

	2021			2020		
	Volet antérieur	Volet courant	Total	Volet antérieur	Volet courant	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Augmentation						
Revenus de placements						
Marché monétaire						
Intérêts	190	29	219	71	6	77
Obligations						
Intérêts	15 797	2 388	18 185	18 444	1 466	19 910
Actions						
Dividendes	42 300	6 395	48 695	40 706	3 237	43 943
Fonds de placement						
Participation au revenu net et à la distribution	39 820	6 021	45 841	16 336	1 299	17 635
	<u>98 107</u>	<u>14 833</u>	<u>112 940</u>	<u>75 557</u>	<u>6 008</u>	<u>81 565</u>
Variations de la juste valeur des placements et des passifs connexes	<u>264 434</u>	<u>46 655</u>	<u>311 089</u>	<u>139 407</u>	<u>21 639</u>	<u>161 046</u>
Cotisations (note 8)						
Personnes participantes	2 933	87 163	90 096	3 192	90 017	93 209
Employeurs	2 933	87 163	90 096	3 192	90 017	93 209
	<u>5 866</u>	<u>174 326</u>	<u>180 192</u>	<u>6 384</u>	<u>180 034</u>	<u>186 418</u>
Revenus d'intérêts et frais administratifs des cotisations		58	58		57	57
	<u>368 407</u>	<u>235 872</u>	<u>604 279</u>	<u>221 348</u>	<u>207 738</u>	<u>429 086</u>
Diminution						
Frais d'administration (note 9)	17 981	2 656	20 637	16 616	1 386	18 002
Prestations (note 10)	66 070	4 558	70 628	59 385	1 601	60 986
	<u>84 051</u>	<u>7 214</u>	<u>91 265</u>	<u>76 001</u>	<u>2 987</u>	<u>78 988</u>
Augmentation nette	<u>284 356</u>	<u>228 658</u>	<u>513 014</u>	<u>145 347</u>	<u>204 751</u>	<u>350 098</u>
Solde au début	<u>3 075 542</u>	<u>383 599</u>	<u>3 459 141</u>	<u>2 930 195</u>	<u>178 848</u>	<u>3 109 043</u>
Solde à la fin	<u>3 359 898</u>	<u>612 257</u>	<u>3 972 155</u>	<u>3 075 542</u>	<u>383 599</u>	<u>3 459 141</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec
Évolution des obligations au titre des prestations de retraite

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

	2021			2020		
	Volet antérieur	Volet courant	Total	Volet antérieur	Volet courant	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Augmentation						
Intérêts cumulés sur les prestations	151 296	25 802	177 098	141 528	14 744	156 272
Pertes nettes liées à des modifications aux hypothèses actuarielles	174 160	7 350	181 510			
Pertes actuarielles d'expérience	16 286		16 286			
Prestations constituées		165 449	165 449		162 692	162 692
	<u>341 742</u>	<u>198 601</u>	<u>540 343</u>	<u>141 528</u>	<u>177 436</u>	<u>318 964</u>
Diminution						
Prestations versées	66 070	4 558	70 628	59 385	1 601	60 986
Gains actuariels d'expérience		3 813	3 813			
	<u>66 070</u>	<u>8 371</u>	<u>74 441</u>	<u>59 385</u>	<u>1 601</u>	<u>60 986</u>
Augmentation nette	275 672	190 230	465 902	82 143	175 835	257 978
Solde au début	2 451 145	338 996	2 790 141	2 369 002	163 161	2 532 163
Solde à la fin	<u>2 726 817</u>	<u>529 226</u>	<u>3 256 043</u>	<u>2 451 145</u>	<u>338 996</u>	<u>2 790 141</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

1 - DESCRIPTION SOMMAIRE DU RÉGIME DE RETRAITE

La description du Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec (ci-après « le régime ») fournie ci-dessous ne constitue qu'un résumé. Les lecteurs devront consulter les dispositions du régime s'ils souhaitent obtenir une information plus complète.

À moins d'une mention spécifique, les notes détaillées ci-après s'appliquent à chacun des deux volets, soit le volet antérieur et le volet courant. La distinction entre les deux volets est expliquée à la sous-section « Financement » de la présente note.

Généralités

Les employées des CPE, des garderies privées conventionnées du Québec, des bureaux coordonnateurs et de certains autres employeurs qui participent au régime sont des personnes participantes admissibles à ce régime de retraite interentreprises contributif à prestations déterminées. Le régime est administré par un comité de retraite composé, au 31 décembre 2021, de quatorze membres avec droit de vote et de deux membres sans droit de vote, dont un était à nommer.

Le comité de retraite administre le régime et gère la caisse de retraite établie en vertu des dispositions du régime. Le comité de retraite forme des comités pour le soutenir dans l'exercice courant de ses fonctions ou pour la réalisation de mandats spécifiques. Chacun de ces comités peut élaborer et proposer au comité de retraite des stratégies, des orientations ou toute autre mesure utile touchant l'administration du régime et le service à la clientèle. Sont institués, sous la direction du comité de retraite, les comités suivants :

- Le comité exécutif;
- Le comité d'audit;
- Le comité de placements.

Le comité d'audit doit notamment surveiller l'intégralité du processus de présentation de l'information financière et du système de contrôle interne du régime qui s'y rattache.

De plus, le Bureau de la retraite soutient le comité de retraite face à ses devoirs et à ses responsabilités fiduciaires. Il veille à l'exécution et au suivi des décisions du comité de retraite et des autres comités.

Le régime définit son capital comme étant l'excédent de l'actif net disponible pour le service des prestations par rapport aux obligations au titre des prestations de retraite.

Les objectifs du régime en matière de gestion du capital sont, entre autres, d'investir les actifs sous gestion selon la politique de placement en vigueur (note 6), et ce, tout en maintenant des niveaux suffisants de liquidités afin d'acquiescer ses obligations courantes. De plus, le régime a pour objectif de garantir la capitalisation intégrale des prestations à long terme.

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

1 - DESCRIPTION SOMMAIRE DU RÉGIME DE RETRAITE (suite)

Le régime est soumis à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Québec) ainsi qu'au Règlement sur la soustraction de certains régimes de retraite à l'application de dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite qui exigent qu'un régime de retraite dépose une évaluation actuarielle visant à déterminer les situations de capitalisation du régime de retraite tous les trois ans. Le régime pourrait être appelé à prendre des mesures pour combler le déficit de capitalisation, le cas échéant, en exigeant que les employeurs versent des cotisations d'équilibre en sus des cotisations pour services courants. De plus, le régime doit constituer un fonds de stabilisation pour le service à compter du 1^{er} janvier 2019.

Le régime est une fiducie de pension enregistrée au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada et il est exempté d'impôt.

Financement

Afin d'assurer la viabilité financière du régime à long terme, les parties ayant le pouvoir de modifier le régime se sont entendues en 2018 pour modifier ses règles de financement. Selon cette entente, un fonds de stabilisation a été créé au 1^{er} janvier 2019 et les règles pour combler un déficit actuariel sont également amendées.

Le régime est depuis divisé en deux volets distincts. Le premier volet est relatif aux années de service validées avant le 1^{er} janvier 2019 (volet antérieur) et le second volet est relatif aux années de service validées à compter du 1^{er} janvier 2019 (volet courant).

Les actifs du régime proviennent des cotisations des personnes participantes et des employeurs ainsi que des revenus générés par les placements afin d'assurer la capitalisation des prestations déterminées selon les dispositions du régime.

Comme employeurs, les CPE, les garderies privées conventionnées et les bureaux coordonnateurs doivent cotiser au régime. Toutefois, une subvention du ministère de la Famille peut être accordée à cette fin.

Volet antérieur

En 2021, aucune cotisation d'exercice pour services courants ni aucune cotisation de stabilisation n'ont été versées pour le volet antérieur. Néanmoins, une portion des cotisations perçues des personnes participantes et des employeurs au cours de l'exercice a été attribuée à la provision pour frais d'administration du volet antérieur.

Aucune cotisation d'équilibre ne sera requise avant la prochaine évaluation actuarielle complète, qui sera produite au plus tard pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2023.

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

1 - DESCRIPTION SOMMAIRE DU RÉGIME DE RETRAITE (suite)

Volet courant

En 2021, le taux de cotisation d'exercice est établi à 12 % du salaire admissible, alors que la cotisation versée au fonds de stabilisation est fixée à 1,2 %, soit 10 % de la cotisation d'exercice. La cotisation d'exercice ainsi que la cotisation de stabilisation sont payables à parts égales entre les personnes participantes et les employeurs et elles incluent une provision pour les frais d'administration.

Aucune cotisation d'équilibre ne sera requise avant la prochaine évaluation actuarielle complète, qui sera produite au plus tard pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2023.

Le salaire admissible est défini comme la rémunération établie en fonction du salaire horaire de base. Néanmoins, depuis le 1^{er} janvier 2019, le salaire versé pour des heures supplémentaires est exclu du salaire admissible à moins qu'il ne serve à l'atteinte des 1 664 heures admissibles nécessaires pour obtenir une année de service complète.

Adhésion

Règles applicables avant le 1^{er} janvier 2021

Toute employée dont l'âge est inférieur à 65 ans doit adhérer au régime à compter du jour où elle entre au service d'un employeur qui fait partie du régime. Elle devient une participante active à compter de cette date. Pour les employées de moins de 18 ans, l'adhésion au régime est facultative.

Règles applicables à compter du 1^{er} janvier 2021

Toute employée de moins de 65 ans ne participant pas déjà au régime doit avoir cumulé 550 heures rémunérées ou reconnues comme telles dans la même année civile avant d'être admissible au régime.

Une employée dont l'âge est de 65 ans ou plus ne peut pas adhérer au régime et, si elle est déjà participante, elle cesse de cotiser et d'accumuler des droits.

Prestations de retraite et âge de la retraite

Une personne participante non active peut prendre sa retraite et recevoir une rente, sans réduction de sa rente créditée, dès qu'elle a atteint l'âge de 60 ans.

La rente annuelle d'une personne participante est calculée selon la formule suivante :

- 1,5 % du salaire admissible moyen des cinq meilleures années, multiplié par le nombre d'années de services validées; plus
- Une rente fixe, variant entre 0 \$ et 765 \$, établie en fonction du nombre d'heures de service passées admissibles.

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

1 - DESCRIPTION SOMMAIRE DU RÉGIME DE RETRAITE (suite)

De plus, une personne participante non active peut prendre sa retraite et recevoir une rente dès qu'elle a atteint l'âge de 55 ans. La réduction est alors calculée sur la base d'une équivalence actuarielle par rapport à la valeur de la rente qu'elle aurait reçue à l'âge de 60 ans.

Prestations au décès avant la retraite et après la retraite

Au décès d'une personne participante non retraitée, son conjoint ou, à défaut, ses ayants cause reçoivent un montant forfaitaire correspondant à la valeur des droits acquis au moment du décès.

Au décès d'une personne participante retraitée, la forme normale de rente est une rente garantie pendant 120 versements mensuels.

Cessation de participation active

À la cessation de participation active, la personne participante peut, en général, choisir entre une rente différée à 60 ans sans réduction ou dès 55 ans avec réduction, ou transférer la valeur de ses droits dans un instrument autorisé par la loi. Si elle choisit un transfert, la valeur acquittée sera établie en proportion du degré de solvabilité du régime applicable à la date à laquelle est établie la valeur des droits.

La personne participante dont la valeur des droits, à la date à laquelle sa participation active a pris fin, est inférieure à 20 % du maximum des gains admissibles, taux établi conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec pour l'année en cause, peut demander le paiement immédiat de la valeur de ses droits en un seul versement, déduction faite des retenues fiscales applicables, ou le transfert de cette valeur dans un régime enregistré d'épargne-retraite, dans la mesure permise par les lois fiscales.

Indexation

Volet antérieur

Les rentes différées relatives aux années de service avant le 1^{er} janvier 2019 sont indexées annuellement, jusqu'à l'âge de 55 ans, à un taux égal au moindre de 50 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation du Canada (IPC) et de 2 %. Cette indexation n'est toutefois pas applicable à la rente pour services passés.

Les rentes de retraite versées ne sont pas indexées.

Volet courant

Aucune indexation n'est prévue aux dispositions du régime.

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite et ils sont fondés sur l'hypothèse de la continuité des activités. Pour établir les méthodes comptables qui ne concernent pas le portefeuille de placements et les passifs connexes, ou les obligations au titre des prestations de retraite, le régime se conforme aux Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé.

Les états financiers présentent la situation financière globale du régime considéré comme une entité distincte, indépendante des employeurs et des personnes participantes. Ils sont préparés dans le but d'aider les personnes participantes et autres personnes intéressées à prendre connaissance des activités du régime au cours de l'exercice.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que le régime pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les estimations qui ont l'impact le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers ont trait à la détermination de la juste valeur des placements (note 3) et aux hypothèses sous-jacentes à la détermination des obligations au titre des prestations de retraite (note 7).

Conversion des devises

Le régime utilise la méthode temporelle pour la conversion des opérations libellées dans une monnaie étrangère. Selon cette méthode, les éléments monétaires d'actif et de passif ainsi que les placements sont convertis au cours à la date de fin d'exercice. Les revenus et les dépenses sont convertis au cours moyen de la période. Les gains et les pertes de change sur les placements et les passifs connexes sont inclus à l'état de l'évolution de l'actif net pour le service des prestations au poste Variations de la juste valeur des placements et des passifs connexes.

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

Le régime évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur.

Le régime évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements et des passifs connexes qu'il évalue à la juste valeur.

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Placements et passifs connexes

Les placements et les passifs connexes se composent des placements et de la plus-value (moins-value) sur les instruments financiers dérivés et sont présentés à l'état de la situation financière.

Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de transaction, soit la date à laquelle le régime devient partie aux dispositions contractuelles des acquisitions et des cessions de placements.

Les instruments financiers du régime comptabilisés à la juste valeur à la date de fin d'exercice se composent uniquement des placements et des passifs connexes. Les placements et les passifs connexes sont comptabilisés à leur juste valeur de la façon suivante :

- Les placements en titres du marché monétaire sont présentés au coût, ce qui correspond à leur juste valeur compte tenu de leurs échéances à court terme;
- La juste valeur des obligations cotées sur un marché actif est déterminée en fonction des cours acheteurs de clôture. La juste valeur des obligations non cotées sur un marché actif est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus au taux de rendement observable à la date d'évaluation;
- Les actions sont évaluées selon le cours acheteur à la clôture des marchés boursiers. La juste valeur des actions pour lesquelles il n'existe pas de marché actif est établie en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus et s'appuie sur des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient. Les principales hypothèses incluent celles retenues pour déterminer le taux d'actualisation, les flux monétaires et le niveau de risque associé à ces flux;
- La juste valeur des parts de fonds de placement représente la quote-part de la participation du régime sur l'ensemble de chacun de ces fonds et est déterminée à partir de l'évaluation soumise par chacun des gardiens de valeur des gestionnaires de fonds;
- La juste valeur des contrats de change est établie en fonction du taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. La juste valeur des contrats à terme cotés en bourse est établie par le marché.

Les coûts de transaction engagés pour l'achat et la vente de placements sont comptabilisés dans l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations dans la période où ils sont engagés.

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Comptabilisation des revenus

Les revenus de placements et les revenus d'intérêts et frais administratifs des cotisations sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé, alors que les revenus de dividendes sont constatés au moment où ils sont acquis par le régime. Les revenus provenant de la participation au revenu net de fonds de placement sont constatés au moment de leur distribution.

Cotisations

Les cotisations sont comptabilisées au moment où le salaire admissible des personnes participantes est versé par les employeurs.

Prestations

Prestations de retraite et de décès

Les sommes versées à titre de prestations aux personnes participantes, aux conjoints ou aux ayants cause sont constatées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire à la date où elles sont payables.

Cessations de participation active

Les cessations de participation active sont comptabilisées lorsque les demandes de remboursement des personnes participantes sont reçues par l'administrateur du régime.

Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite correspondent à la valeur actuarielle des prestations constituées déterminée au moyen de la méthode de répartition des prestations constituées avec projection des salaires et à partir des hypothèses utilisées dans le cadre de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2020, à l'exception des échelles salariales mises à jour pour tenir compte des majorations consenties dans les ententes nationales pour la période allant du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2023.

Le comité de retraite juge que ces hypothèses sont toujours adéquates dans le cadre de l'extrapolation des obligations au titre des prestations au 31 décembre 2021. La valeur des obligations au titre des prestations déterminées aux fins de la préparation des états financiers correspond aux obligations actuarielles aux fins de capitalisation, lesquelles sont préparées selon la dernière évaluation actuarielle disponible et extrapolée jusqu'à la fin de l'exercice.

**Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées
conventionnées du Québec**
Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Méthode de répartition entre les volets

Les cotisations sont allouées à chacun des volets en fonction du service auquel elles se réfèrent. Chaque prestation payable est scindée, par l'administrateur, entre la portion allouée aux années de service avant le et à compter du 1^{er} janvier 2019.

Les frais d'administration sont répartis mensuellement entre les volets au prorata de la juste valeur de l'actif net. Deux évaluations sont faites annuellement, soit le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet, pour déterminer le pourcentage de répartition. Si une dépense jugée importante est attribuable à un volet en particulier, celle-ci est allouée entièrement à ce volet.

L'allocation de la juste valeur des placements entre les deux volets est déterminée par la contribution nette de chacun des deux volets et le rendement net attribuable à ceux-ci. La contribution nette se définit comme étant les flux monétaires afférents aux cotisations, aux prestations et aux frais d'administration qui sont propres à chacun des volets. Le rendement net reflète l'allocation d'actifs distincts par volet, conformément à la politique de placement du régime.

**Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées
conventionnées du Québec**

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

3 - PLACEMENTS

	2021			2020		
	Volet antérieur	Volet courant	Total	Volet antérieur	Volet courant	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Titres du marché monétaire						
Obligations	44 106	9 375	53 481	9 463	1 295	10 758
Actions	818 783	102 307	921 090	758 542	62 570	821 112
Fonds de placement	1 489 135	299 338	1 788 473	1 495 080	202 235	1 697 315
	965 166	180 762	1 145 928	790 170	100 569	890 739
	3 317 190	591 782	3 908 972	3 053 255	366 669	3 419 924
Titres du marché monétaire						
Acceptations bancaires	39 176	8 327	47 503	2 636	364	3 000
Titres adossés à des créances U.S.	4 930	1 048	5 978			
Certificats de dépôt au porteur				6 827	931	7 758
	44 106	9 375	53 481	9 463	1 295	10 758
Obligations						
Obligations canadiennes						
Obligations gouvernementales						
Fédérales	78 994	9 870	88 864	28 548	2 355	30 903
Provinciales	492 942	61 593	554 535	393 799	32 483	426 282
Municipales	59 444	7 428	66 872	88 953	7 337	96 290
Autres établissements						
Fédéraux	5 580	697	6 277	4 335	358	4 693
Provinciaux	44 332	5 539	49 871	60 152	4 962	65 114
De sociétés	134 210	16 770	150 980	182 025	15 015	197 040
Obligations américaines						
De sociétés	3 281	410	3 691	730	60	790
	818 783	102 307	921 090	758 542	62 570	821 112

**Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées
conventionnées du Québec**

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

3 - PLACEMENTS (suite)

Obligations – rendement à échéance

	2021			2020		
	Volet antérieur %	Volet courant %	Total %	Volet antérieur %	Volet courant %	Total %
Échéance						
Moins de 1 an	0,73	0,73	0,73	0,02	0,02	0,02
De 1 an à 5 ans	1,20	1,20	1,20	0,25	0,25	0,25
Plus de 5 ans	1,60	1,60	1,60	4,22	4,22	4,22

	2021			2020		
	Volet antérieur \$	Volet courant \$	Total \$	Volet antérieur \$	Volet courant \$	Total \$
Actions – par secteurs géographiques						
Actions canadiennes	152 573	31 894	184 467	288 551	39 407	327 958
Actions américaines	866 319	174 555	1 040 874	732 515	99 074	831 589
Actions internationales	470 243	92 889	563 132	474 014	63 754	537 768
	1 489 135	299 338	1 788 473	1 495 080	202 235	1 697 315
Actions – par secteurs d'activité						
Immobilier	266 227	53 515	319 742	207 069	28 010	235 079
Industrie	164 887	33 145	198 032	196 603	26 594	223 197
Biens de consommation de base	148 937	29 938	178 875	148 312	20 062	168 374
Finance	158 023	31 765	189 788	209 909	28 394	238 303
Services aux collectivités	170 811	34 335	205 146	162 515	21 983	184 498
Consommation discrétionnaire	99 729	20 047	119 776	134 707	18 221	152 928
Énergie	24 731	4 971	29 702	33 340	4 510	37 850
Télécommunications	83 270	16 739	100 009	81 781	11 062	92 843
Santé	158 367	31 834	190 201	115 719	15 653	131 372
Matériaux	83 155	16 715	99 870	73 707	9 970	83 677
Technologies de l'information	130 999	26 333	157 332	131 418	17 776	149 194
	1 489 135	299 338	1 788 473	1 495 080	202 235	1 697 315

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

3 - PLACEMENTS (suite)

Les placements et les passifs connexes comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour établir les évaluations. Cette hiérarchie se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné soit directement (à savoir des prix), soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

Le classement des instruments financiers entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument et revu chaque événement de marché sur le titre. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont évalués à la juste valeur au moment du transfert. Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux 1 et 2.

Le niveau de hiérarchie au sein duquel les placements et les passifs connexes ont été classés est déterminé d'après le niveau des données le plus bas qui sera significatif pour l'évaluation de la juste valeur.

Le tableau suivant présente les placements et les passifs connexes classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

	2021		
	Volet antérieur		
	Niveau 1	Niveau 2	Total
	\$	\$	\$
Titres du marché monétaire		44 106	44 106
Obligations	571 936	246 847	818 783
Actions	1 489 135		1 489 135
Parts de fonds de placement		965 166	965 166
Plus-value sur les contrats de change		194	194
	2 061 071	1 256 313	3 317 384

**Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées
conventionnées du Québec**
Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

3 - PLACEMENTS (suite)

	2021		
	Volet courant		
	Niveau 1	Niveau 2	Total
	\$	\$	\$
Titres du marché monétaire		9 375	9 375
Obligations	71 463	30 844	102 307
Actions	299 338		299 338
Parts de fonds de placement		180 762	180 762
Plus-value sur les contrats de change		24	24
	370 801	221 005	591 806
			2020
	Volet antérieur		
	Niveau 1	Niveau 2	Total
	\$	\$	\$
Titres du marché monétaire		9 463	9 463
Obligations	422 347	336 195	758 542
Actions	1 495 080		1 495 080
Parts de fonds de placement		790 170	790 170
Plus-value sur les contrats de change		4 769	4 769
	1 917 427	1 140 597	3 058 024
Moins-value sur les contrats de change		3 459	3 459
	1 917 427	1 137 138	3 054 565
			2020
	Volet courant		
	Niveau 1	Niveau 2	Total
	\$	\$	\$
Titres du marché monétaire		1 295	1 295
Obligations	34 838	27 732	62 570
Actions	202 235		202 235
Parts de fonds de placement		100 569	100 569
Plus-value sur les contrats de change		393	393
	237 073	129 989	367 062
Moins-value sur les contrats de change		285	285
	237 073	129 704	366 777

**Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées
conventionnées du Québec**
Notes complémentaires

au 31 décembre 2021
(en milliers de dollars)

3 - PLACEMENTS (suite)

Prêts de titres

Le régime effectue des prêts de titres dont les revenus générés sont comptabilisés à l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations dans les revenus de placements. Certains titres sont prêtés à d'autres établissements pour une courte période. Le régime reçoit des garanties qui représentent au minimum 102 % de la juste valeur des titres prêtés. Ces garanties sont déposées par l'emprunteur auprès d'un dépositaire de titres et y sont conservées jusqu'à ce que les titres prêtés aient été remis au régime. La juste valeur des titres prêtés fait l'objet d'un suivi quotidien par le fiduciaire. Une garantie supplémentaire est exigée ou une partie de la garantie donnée est remise selon les variations de la juste valeur des titres sous-jacents prêtés.

Au 31 décembre 2021, la juste valeur des titres prêtés par le régime présentée dans les placements est de 316 580 \$ (537 418 \$ en 2020). Les titres prêtés n'ont pas fait l'objet d'une décomptabilisation conformément aux normes comptables.

4 - PLUS-VALUE (MOINS-VALUE) SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La plus-value (moins-value) sur les instruments financiers dérivés se compose de contrats de change et de contrats à terme. La plus-value (moins-value) sur les instruments financiers dérivés se détaille comme suit :

	2021		
	Volet antérieur		
	Plus-value non réalisée	Moins-value non réalisée	Plus-value non réalisée nette
	\$	\$	\$
Contrats de change	194	–	194
	2021		
	Volet courant		
	Plus-value non réalisée	Moins-value non réalisée	Plus-value non réalisée nette
	\$	\$	\$
Contrats de change	24	–	24

**Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées
conventionnées du Québec**
Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

4 - PLUS-VALUE (MOINS-VALUE) SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (suite)

		2020		
		Volet antérieur		
		Plus-value non réalisée	Moins-value non réalisée	Plus-value (moins-value) non réalisée nette
		\$	\$	\$
Contrats de change		530	(531)	(1)
Contrats à terme		4 239	(2 928)	1 311
		<u>4 769</u>	<u>(3 459)</u>	<u>1 310</u>
		2020		
		Volet courant		
		Plus-value non réalisée	Moins-value non réalisée	Plus-value nette
		\$	\$	\$
Contrats de change		44	(44)	
Contrats à terme		349	(241)	108
		<u>393</u>	<u>(285)</u>	<u>108</u>

**Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées
conventionnées du Québec**

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

5 - ENCAISSE

	2021			2020		
	Volet antérieur	Volet courant	Total	Volet antérieur	Volet courant	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Encaisse – gestionnaires de placements	31 997	6 402	38 399	14 394	1 877	16 271
Encaisse – régime	5 094	8 235	13 329	4 216	6 887	11 103
	37 091	14 637	51 728	18 610	8 764	27 374

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

6 - GESTION DES RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, le comité de retraite s'est doté d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de ses gestionnaires externes, dans le but d'effectuer la gestion de son capital.

L'objectif principal qui sous-tend la politique de placement est de s'assurer que l'actif du régime ainsi que les cotisations prévues sont investis de manière prudente afin qu'ils suffisent à satisfaire aux engagements du régime quand arrive leur date d'échéance.

Comme il est prévu dans la politique de placement adoptée par le comité de retraite, celle-ci vise à obtenir un taux de rendement maximum pour le régime, tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié. Pour ce faire, le comité de retraite a adopté une gestion active pour une portion importante de ces actifs. Le comité de retraite a confié plusieurs mandats à des gestionnaires de placements de régimes de retraite.

Dans le cours normal de ses activités, le régime est exposé à des risques dont les plus significatifs sont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. Le comité de retraite a mis en place des politiques et des procédures qui régissent l'ampleur de l'exposition du régime aux risques les plus significatifs.

La politique de placement prévoit des limites minimales et maximales pour chacune des catégories d'actifs. Cette politique a été respectée tout au long de l'exercice.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque qu'une contrepartie à un instrument financier manque à une obligation ou à un engagement conclu avec le régime. La valeur comptable des actifs financiers, exception faite des placements en actions et en parts de fonds de placement, représente l'exposition maximum du régime au risque de crédit.

Certains fonds de placement exposent indirectement le régime au risque de crédit.

Le risque auquel est exposé le régime en raison de la concentration de crédit des créances est limité. De plus, le risque de non-recouvrement des cotisations des personnes participantes est atténué du fait que les soldes à recevoir proviennent d'un grand nombre d'employeurs.

La politique de placement du régime prévoit également des limites d'investissement dans un titre ou un secteur d'activité afin de réduire le risque de concentration et, par le fait même, le risque de crédit. Ces limites varient selon les catégories d'actifs.

**Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées
conventionnées du Québec**

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

6 - GESTION DES RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Qualité du portefeuille d'obligations

	2021			2020		
	Volet antérieur	Volet courant	Total	Volet antérieur	Volet courant	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
AAA	85 488	10 682	96 170	79 343	6 545	85 888
AA	515 278	64 384	579 662	428 045	35 308	463 353
A	44 177	5 520	49 697	72 820	6 007	78 827
BBB	98 418	12 297	110 715	106 879	8 816	115 695
BB	2 841	355	3 196			
Non cotées	72 581	9 069	81 650	71 455	5 894	77 349
	818 783	102 307	921 090	758 542	62 570	821 112

**Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées
conventionnées du Québec**
Notes complémentaires

au 31 décembre 2021
(en milliers de dollars)

6 - GESTION DES RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Échéance des obligations

				2021
	5 ans et moins	6 à 10 ans	11 ans et plus	Total
	\$	\$	\$	\$
Volet antérieur	103 726	428 244	286 813	818 783
Volet courant	12 961	53 509	35 837	102 307
				2020
	5 ans et moins	6 à 10 ans	11 ans et plus	Total
	\$	\$	\$	\$
Volet antérieur	90 646	414 543	253 353	758 542
Volet courant	7 477	34 195	20 898	62 570

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le régime ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements financiers et à ses besoins en liquidités. Les besoins en liquidités sont gérés par le biais du revenu généré par les placements et par les cotisations des personnes participantes et des employeurs et en investissant dans des titres liquides négociés en bourse qui peuvent facilement être vendus et convertis en espèces. Ces sources de fonds servent au service des prestations de retraite, à faire des placements additionnels et à financer les frais d'administration. L'exposition au risque de liquidité est faible, puisque les placements peuvent être convertis en liquidités selon les exigences du marché de chaque type de placements.

Les obligations au titre des prestations de retraite représentent le principal engagement financier du régime. Les charges à payer du régime ont une échéance de moins de un an.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des facteurs du marché. Le régime est exposé au risque de taux d'intérêt, au risque de change, à l'autre risque de prix et au risque de marché des unités de fonds.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt a trait à l'incidence des variations des taux d'intérêt sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers.

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

6 - GESTION DES RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Les placements en titres du marché monétaire et en obligations portent intérêt à taux fixe et exposent donc le régime au risque de variations de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt.

Le régime n'utilise pas d'instruments financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Au 31 décembre 2021, si les taux d'intérêt en vigueur avaient augmenté ou diminué de 1 %, toutes les autres variables restant constantes, les variations des justes valeurs des placements et des passifs connexes auraient, selon le cas, diminué ou augmenté d'environ 78 774 \$ (71 322 \$ au 31 décembre 2020) et, toutes choses étant égales, l'actif net disponible pour le service des prestations aurait varié de la même somme. La sensibilité des placements portant intérêt a été évaluée selon la durée pondérée du portefeuille. Les résultats réels peuvent différer de cette analyse de sensibilité et l'écart pourrait être significatif.

Certaines parts de fonds de placement exposent indirectement le régime au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des instruments financiers fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères. Le régime effectue des placements en devises étrangères dans une proportion de 43 % (40 % au 31 décembre 2020). Le régime est donc exposé à des risques découlant des variations du taux de change en raison de la détention de placements, de revenus de placements à recevoir, de sommes à recevoir découlant de la cession de placements, d'encaisse et de sommes à payer découlant de l'acquisition de placements libellés en devises.

**Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées
conventionnées du Québec**

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

6 - GESTION DES RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de change

Les devises pour lesquelles le régime a une exposition significative, soit plus de 1 % des instruments financiers, sont les suivantes :

	2021			2020		
	Volet antérieur	Volet courant	Total	Volet antérieur	Volet courant	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dollar américain	926 348	165 285	1 091 633	796 499	95 506	892 005
Dollar de Hong Kong	82 473	14 715	97 188	74 019	8 875	82 894
Euro	112 184	20 017	132 201	93 071	11 160	104 231
Yen	99 571	17 766	117 337	91 932	11 023	102 955
Dollar australien	43 029	7 678	50 707	44 280	5 309	49 589
Franc suisse	56 057	10 002	66 059	44 963	5 391	50 354
Autres	113 050	20 171	133 221	91 157	10 930	102 087
	1 432 712	255 634	1 688 346	1 235 921	148 194	1 384 115

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

6 - GESTION DES RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Le risque de change est contrôlé par l'intermédiaire de dispositions relatives à la répartition des actifs pouvant être investis dans des placements étrangers.

Au 31 décembre 2021, si le dollar canadien s'était apprécié ou déprécié de 10 % par rapport aux autres devises, toutes les autres variables restant constantes, l'actif net disponible pour le service des prestations et les variations de la juste valeur des placements et des passifs connexes auraient diminué ou augmenté d'environ 168 835 \$ (138 411 \$ au 31 décembre 2020). Cette analyse de sensibilité est effectuée sans égard aux contrats de change et aux contrats à terme présentés à la note 4. Les résultats réels peuvent différer de cette analyse de sensibilité et l'écart pourrait être significatif.

Certains fonds de placement exposent indirectement le régime au risque de change.

Autre risque de prix

L'autre risque de prix correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en fonction des changements des cours boursiers, autres que ceux découlant du risque de change ou du risque de taux d'intérêt.

Le régime est exposé à l'autre risque de prix en raison de ses placements en actions et en parts de fonds de placement. Au 31 décembre 2021, si les cours des marchés boursiers avaient augmenté ou diminué de 10 %, toutes les autres variables restant constantes, l'actif net disponible pour le service des prestations et les variations des justes valeurs des placements et des passifs connexes auraient augmenté ou diminué d'environ 222 346 \$ (200 249 \$ au 31 décembre 2020). Les résultats réels peuvent différer de cette analyse de sensibilité et l'écart pourrait être significatif.

Certains fonds de placement exposent indirectement le régime à l'autre risque de prix.

Risque de marché des unités de fonds – dépôt en participation

Le risque de marché des unités de fonds – dépôt en participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) est mesuré au moyen de la méthode de la valeur à risque (VàR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VàR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourraient subir les unités de fonds – dépôt en participation, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés.

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

6 - GESTION DES RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Depuis 2017, la CDPQ utilise un historique de 3 000 jours d'observation des facteurs de risque pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre les rendements des instruments financiers, ainsi qu'un niveau de confiance de 95 %. De plus, cette méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon de un mois.

Le risque absolu des unités de fonds à la CDPQ se présente comme suit :

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
	%	%
Valeur à risque	17,1	16,3

7 - OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

La valeur actuarielle des obligations au titre des prestations de retraite a été établie en fonction des normes comptables. Elle a été évaluée au 31 décembre 2020, puis extrapolée au 31 décembre 2021 à l'aide des flux financiers de l'année 2021 par les actuaires de la firme Normandin Beaudry, qui est indépendante du régime et du Bureau de la retraite du régime.

Les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des obligations au titre des prestations de retraite sont celles utilisées pour l'évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation au 31 décembre 2020, à l'exception des échelles salariales mises à jour pour tenir compte des majorations consenties dans les ententes nationales pour la période allant du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2023. Ces hypothèses tiennent compte des prévisions concernant la situation à long terme du régime et celles-ci sont présentées à l'annexe C du rapport sur l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2020.

Les hypothèses actuarielles les plus significatives utilisées au 31 décembre 2021 sont les suivantes :

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
	%	%
Taux d'actualisation (volet antérieur)	5,80	6,05
Taux d'actualisation (volet courant)	6,10	6,05
Taux d'inflation	2,00	2,00
Taux d'augmentation des salaires	2,50	2,50

La valeur des obligations au titre des prestations de retraite pourrait différer de façon significative en fonction d'une modification des hypothèses actuarielles, notamment une variation du taux d'actualisation.

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

8 - COTISATIONS

Les cotisations versées au cours de l'exercice se détaillent comme suit :

	2021			2020		
	Volet antérieur	Volet courant	Total	Volet antérieur	Volet courant	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Personnes participantes						
Cotisations d'exercice pour services courants		78 579	78 579		81 309	81 309
Provisions pour frais d'administration	2 933	394	3 327	3 192	234	3 426
Cotisations de stabilisation		8 190	8 190		8 474	8 474
	<u>2 933</u>	<u>87 163</u>	<u>90 096</u>	<u>3 192</u>	<u>90 017</u>	<u>93 209</u>
Employeurs						
Cotisations d'exercice pour services courants		78 579	78 579		81 309	81 309
Provisions pour frais d'administration	2 933	394	3 327	3 192	234	3 426
Cotisations de stabilisation		8 190	8 190		8 474	8 474
	<u>2 933</u>	<u>87 163</u>	<u>90 096</u>	<u>3 192</u>	<u>90 017</u>	<u>93 209</u>

En conformité avec les exigences définies par la plus récente évaluation actuarielle, les personnes participantes ainsi que les employeurs ont chacun payé au cours de l'exercice une cotisation d'exercice de 6,0 % de leur salaire admissible (6,0 % en 2020) et une cotisation de stabilisation de 0,6 % de leur salaire admissible (0,6 % en 2020).

Comme prévu à l'évaluation actuarielle, une portion de la cotisation d'exercice est destinée au paiement de frais d'administration. Cette portion est allouée à chacun des volets comme il est indiqué à la note 1.

Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec

Notes complémentaires

au 31 décembre 2021

(en milliers de dollars)

8 - COTISATIONS (suite)

Aucune cotisation d'équilibre pour services passés n'est requise en 2021 (aucune en 2020).

Une subvention du ministère de la Famille est accordée aux CPE, aux garderies privées conventionnées et aux bureaux coordonnateurs afin de compenser l'ensemble des cotisations que ceux-ci doivent payer au régime. En 2021, le montant de la subvention s'élève à 89 735 \$ pour les cotisations d'exercice pour services courants et les cotisations de stabilisation (92 736 \$ en 2020).

9 - FRAIS D'ADMINISTRATION

	2021			2020		
	Volet antérieur	Volet courant	Total	Volet antérieur	Volet courant	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Honoraires d'administration impartis	4 481	685	5 166	4 685	440	5 125
Honoraires de gestion des placements	10 745	1 603	12 348	9 324	758	10 082
Honoraires du fiduciaire	377	50	427	416	32	448
Honoraires d'actuariat	105	14	119	76	5	81
Honoraires d'audit	51	8	59	51	4	55
Autres frais d'administration	2 222	296	2 518	2 064	147	2 211
	17 981	2 656	20 637	16 616	1 386	18 002

10 - PRESTATIONS

	2021			2020		
	Volet antérieur	Volet courant	Total	Volet antérieur	Volet courant	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Prestations de retraite	39 165	1 138	40 303	32 591	391	32 982
Cessations de participation active	23 059	3 207	26 266	21 839	1 210	23 049
Décès	3 411	213	3 624	4 826		4 826
Cession de droits	(93)		(93)	62		62
Transfert de biens non réclamés	528		528	67		67
	66 070	4 558	70 628	59 385	1 601	60 986